

ANTIRESSE

Observe • Analyse • Intervient

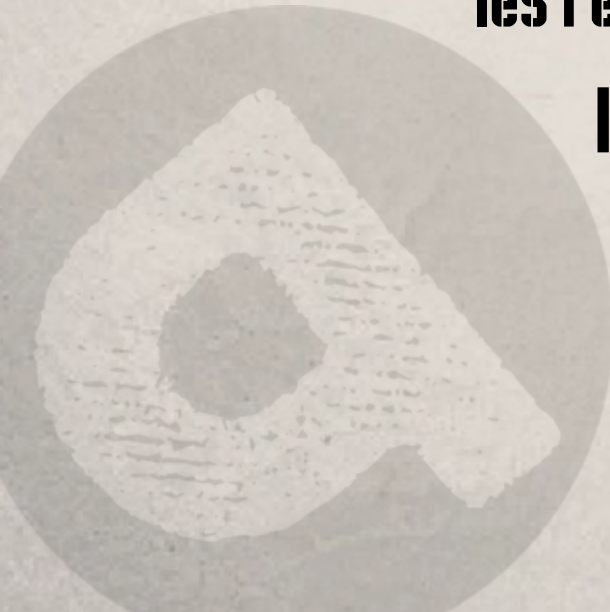
Wokisme & automutilation

La démocratie suisse
& son double

France-Russie,
retour de flamme?

Qui censure
les réseaux sociaux?

La grande satire
de Dürrenmatt



N° 306 | 10.10.2021

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Autosabotages (Journal de Coronafoirus, 18)

CETTE SEMAINE, LA CANTINE VIRTUELLE DE TROIS MILLIARDS D'HUMAINS APPELÉE «CHEZ ZUCK» A FERMÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS. CE N'EST QU'UNE DES IMPLOSIONS DE LA SAISON. CHEZ NOUS, LES APPARATCHIKS FONT CROULER LE SYSTÈME TOUT SEULS, COMME DES GRANDS. CEPENDANT QUE LE VIEUX CORONAFOIRUS, FATIGUÉ, SE RETIRE ET QUE NOS AUTORITÉS SE METTENT EN QUATRE POUR LE CONVAINCRE DE RESTER ENCORE UN TOUT PETIT PEU...



3.10.2021. CANCEL CULTURE À LA VAUDOISE

A l'occasion du départ à la retraite du chancelier d'État, la nouvelle présidente du grand conseil vaudois a livré un discours d'hommage. Évoquant le goût d'icelui pour les voyages, elle a lâché une phrase avec l'accent Bannania. Aussitôt, une *Association des étudiant(e)s afro-descendant(e)s de l'Université de Lausanne* (AEA) a jailli de l'ombre pour réclamer son *canceling*, autrement dit sa démission.

Mieux que quiconque, les politiques

devraient savoir que la vie publique est devenue un champ de mines où l'on marche sur la pointe des orteils. Certains l'ont compris et se gardent bien de livrer le fond de leurs pensées ou d'avoir le moindre élan spontané. Les «bleus» l'apprennent sur le tas. Comme ici.

Cette minable polémique m'a inspiré des sentiments contrastés. Le premier était l'exaspération face à cette explosion de la censure — et aussi face à son iniquité. Si, au lieu de singer *Tintin au Congo*, la dame s'était rabattue sur le *Lotus bleu* et ses Chinois à tresses, personne n'aurait bronché. Encore moins, bien entendu, si elle avait emprunté le parriller rrocailleux des Borrrdures ou des Syldaves, autrement dit des Yougoslaves du *Sceptre d'Ottokar*.

Taquiner Yougos, Portos, Russkoffs, Chinetoques... c'est *open bar*. Mais on ne touche pas aux colonies! On ne sait même plus comment nommer ces gens, tant leur dignité est infabule. *Notre* dette morale à leur égard est éternelle. Nos libertés, nos lois ne comptent plus. Dans la logique de la

guerre communicationnelle, la contrepartie du slogan «Les vies noires comptent» (*Black lives matter*), c'est que les autres ne comptent pas.

Adoptant le pas de danse syncopé dit de *l'opportuniste* qui fait fureur dans la nomenklatura occidentale, la dame a donc 1) minimisé l'incident en le reléguant au rang des escarmouches préélectorales, oubliant ce qu'il avait coûté aux Suisses de traiter le sentiment d'humiliation des autres de «cacahuètes»(1); 2) présenté ses plates excuses.

Curieusement, tout le monde semble avoir oublié la voie normale servant à traiter de tels cas: il existe en Suisse une loi réprimant le racisme et chacun est habilité à porter plainte, s'il s'en juge victime. Chapitre clos... Mais il est devenu aussi incongru de faire appel au droit dans ces conflits *sociétaux* qu'aux malades du Covid-19 de faire appel au médecin. Ces affaires-là se règlent sur la place publique, selon le principe médiéval du duel judiciaire: le plus fort (en gueule) a forcément raison. Vive le Progrès!

On aurait bien aimé défendre la présidente naïve ciblée par cette *cancel culture* en version vaudoise, mais c'est assez malcommode. De un, le propre parti de la dame a collaboré à la mise en place de cette censure en ne s'y opposant pas: le gag du râteau a beau être usé jusqu'à la corde, il amuse toujours. Ce parti affairiste est par ailleurs l'un des piliers de la *Gleichschaltung* covidiennne et la fonte des libertés civiques semble le préoccuper aussi peu que celle de la calotte polaire.

De deux, pourquoi la Suisse,

berceau de la morale et de l'action humanitaires et qui n'a jamais eu de colonies, devrait-elle s'associer au *mea culpa* des ex-puissances négrières, sinon par une assimilation grégaire au «bloc occidental» qui nie aussi bien l'autonomie politique que l'originalité historique et culturelle de ce pays? Cette affaire bête eût été l'occasion de mettre les pendules à l'heure: on n'a fait, par couardise, que les dérégler un peu plus(2).

De trois, on peut être irrité par la familiarité de ce fatidique discours d'adieu au chancelier partant. Si j'avais été à la place du retraité, je n'aurais pas tellement apprécié qu'on singeât maladroitement un peuple tiers, quel qu'il soit, pour me rendre hommage. Ce genre d'humour devrait plutôt être réservé aux ambiances de salle de garde. Pour avoir un peu côtoyé le milieu politique suisse, j'ai goûté avec modération la mentalité «bon enfant» des cénacles parlementaires avec leurs «sorties de classe», leurs tutoiements et leurs sauteriers. Sitôt élu, on s'installe dans un entre-soi douillet et les loyautés verticales — celles qui vous lient à votre base électorale ou votre fief — font place aux copinages horizontaux — à l'esprit de corps. Comme l'on disait autrefois, *on s'y passe rhubarbe et séné*.

Vue de l'intérieur de la bulle, la «palette» des partis et de leurs divergences ressemble à un village Potemkine destiné à rassurer la populace. En vieux stoïcien, j'avais toujours cru que les élus devaient souper avec leurs électeurs et ferrailer avec leurs pairs, alors que j'ai plutôt observé

l'inverse. D'où le fossé béant entre la «classe politique» et le cheptel contribuable qui l'entretient, d'où la montée des populismes, d'où la passivité hypnotique de l'ensemble des parlements face à l'accaparement du pouvoir par l'exécutif sous prétexte de pandémie, et à l'instauration de la «dictature bienveillante» (l'expression est du chef de la santé zurichois) qui, par définition, rend lesdits parlements obsolètes. Sans doute étaient-ils trop occupés à digérer la choucroute du banquet de la veille pour s'en rendre compte.

Oh, j'allais oublier. Il existe tout de même un argument en faveur de cette malheureuse émule de Dieu-donné, même si c'est une défense en creux. La manière dont l'incident a été monté en épingle par les médias aurait pu lui coûter sa carrière. Or il s'agit peut-être d'une personne intègre et dévouée, nous n'en savons rien, ces quelques secondes de *déravage* verbal pèsent autant et plus que tout le reste de sa vie et de son œuvre. Madame la Présidente aura donc appris à ses dépens qu'il n'existe plus dans la vie politique suisse d'autre crime que le délit verbal. Un ministre fédéral peut détourner l'appareil d'État et la magistrature pour étouffer ses scandales intimes, un ministre cantonal du bout du lac peut bien organiser des barbecues et des virées sans masques alors qu'il terrorise sa population avec les consignes sanitaires les plus déliantes: les médias fermeront complaisamment les yeux. Mais qu'une parlementaire lâche la bride à son humour

douteux, et les mêmes lancent la curée...

En d'autres termes: abusez, mentez, trafiquez, détournez, mais tenez votre langue!



4.10.2021. LE ONZE-SEPTEMBRE DE L'ÈRE VIRTUELLE

Pire qu'un tremblement de terre: une coupure de réseau! Pour la première fois, le porte-avions Facebook, escorté du cuirassé Instagram et du destroyer WhatsApp, a disparu des radars pendant plusieurs heures. La panique fut mondiale. Elle m'a rappelé ces scènes d'apocalypse, lors du passage d'une tempête sur New York, où des citoyens affolés se battaient pour accéder à... une recharge de téléphone. Jadis, ils auraient réclamé une couverture et un bol de thé. On voit où se loge le ventre, désormais.

Un détail de la séquence, rapporté par un expert, frappe par son côté *tchernobyléen* qui aurait plu à Philip K. Dick: par suite d'une erreur (humaine) de configuration, les serveurs se paralysent et bloquent du même coup les accès aux bâtiments pour les ingénieurs capables de les réparer! Dépendant de carnets d'adresses informatisés, et donc soudain inaccessibles, les équipes n'arrivent même

plus à se coordonner... Plus besoin d'armes nucléaires ni de météorites pour la catastrophe terminale: le tout-numérique nous suffit! Et si l'homme mourait d'avoir *outsourcé* son cerveau?

Les spéculations grouillent quant à la cause du *black out*, et bien entendu nous n'en saurons pas le fin mot. Comme le monde entier fonctionne en mode paranoïaque, personne ne se satisfait de la simple *erreur système*. Est-ce la phase suivante du «grand reset», un avant-goût de l'attaque générale simulée cet été même par le WEF de Davos? Est-ce enfin ce règlement de comptes définitif avec l'«État profond» dont les disciples de Qanon/Trump épient les signes? Sont-ce les hackers russes ou les chinois? Ou ne s'agissait-il pas, sous couvert de panne, d'«effacer l'historique» d'une plateforme de plus en plus mise en cause pour ses abus et ses manipulations? Après tout, seules deux instances ont accès aux serveurs de noms (DNS) de Facebook, ceux qui sont en cause: la maison elle-même... et l'armée américaine, taulière des distributeurs DNS centraux en Virginie (et qui, soit dit en passant, aurait la faculté de supprimer le réseau entier si l'envie lui prenait).

Hasard du calendrier sans doute, la panne survient juste après qu'une intrépide «lanceuse d'alerte» eut surgi sur la scène médiatique US pour dénoncer les vilénies de M. Zuckerberg. L'effet de halo est si puissant que le monde a cru que la dame venait dénoncer de l'intérieur la censure dont le réseau est coutumier... alors que c'est exactement l'*inverse*. Cette

supportrice avérée du Parti démocrate, Frances Haugen, voudrait au contraire qu'on en rajoute, et plusieurs couches! Glenn Greenwald a publié une analyse passionnante de cette attaque médiatique et de ses commanditaires. Au-delà du cas d'espèce, on y comprend où se loge la nouvelle politique de puissance, celle des empires non géographiques. Je n'ai pu m'empêcher de la traduire au fil de la lecture.

- * Lire l'essai de Glenn Greenwald dans cette édition (avec indulgence pour les éventuelles fautes dues à la hâte).
- * Et puis aussi: nous avons mis en place une communauté Antipresse sur le réseau VK, sait-on jamais. Elle répercute, sait-on jamais, tous les articles de l'Antipresse au fil de leur parution. On peut donc aussi nous lire depuis là-bas. Sait-on jamais...

5.10.2021. FRANCE-SOUS-AUSWEIS

J'ai passé quatre jours en France, dont deux à Chinon, pays de Rabelais, pour une *conspiration* littéraire. J'en ai rapporté beaucoup de notes, que je développerai dans un prochain numéro. La traversée de la France sous *Ausweis* sanitaire ressemble à la *Traversée de Paris* sous l'Occupation. De jour, le pass semble entré dans les mœurs comme un couteau tiède dans du beurre salé. Pour 20 euros, qui veut l'obtenir peut se faire tester dans n'importe quelle pharmacie, sans rendez-vous, et repartir avec son papier: ce n'est pas l'opération agendée à une semaine d'avance des Suisses. De nuit, c'est le règne de la combine, du faux papier et des arrangements crépusculaires. «Je



refuse de tricher», me dit une amie «c'est le prétexte qu'ils attendent pour passer au marquage biologique». Elle a raison. Le plan du bon Dr Schwab concernant la «fusion de notre (votre) identité biologique avec notre (votre) identité numérique» pourrait se réaliser grâce à ce simple prétexte: c'est *juste* une commodité pour combattre la triche, les bons citoyens n'ont rien à se reprocher, etc. Mais elle a tort aussi: le tatouage sera mis en route *avec ou sans* les tricheurs. S'il n'y en avait pas, de tricheurs, on les inventerait. Et ce n'est pas le petit pour-cent d'irréductibles du samedi qui va l'arrêter, mais plutôt le sabotage passif des participants eux-mêmes allié à l'idiotie générale du système. En attendant, et quoi qu'en disent les *normalisés*, le système nous a ramenés en quelques jours de huit décennies en arrière, posant à la conscience morale les mêmes dilemmes que ceux qu'ont dû affronter les Européens avant même que les monstruosité saignantes commencent: rester dans le jeu social malgré un régime abusif, ou rompre le lien et s'isoler de la société? Denis Grozdanovitch, écrivain et esprit libre, me résume parfaitement le dilemme. «Je préfère me fourvoyer avec les autres que d'être un triste soupe-tout-seul», dit-il. Cela se comprend. L'homme, particulièrement français

et cultivé, est un animal social et il se mutile en prenant le maquis, seul. Mais jusqu'à quel moment l'option *se fourvoyer avec les autres* permet-elle de rebrousser chemin? Et où cette voie se transforme-t-elle en précipice? La réponse n'est jamais évidente. Autour de moi, mes amis écrivains, professeurs, anarchistes, libertaires, relisent fiévreusement Hannah Arendt, Bernanos, Thoreau ou Simone Weil comme on lit le marc de café.

Du jour au lendemain, ces vieux bouquins qu'on rangeait dans la culture générale sont devenus des manuels de survie. C'est ce qu'ils étaient, du reste. L'époque leur rend justice.

6.10.2021. CINQUANTE BALLES OU 99 FRANCS?

Madame Suzette Sandoz est une dame élégante et vive à la permanente impeccable et aux collerettes un peu surannées. Ma co-chroniqueuse des *Beaux parleurs* ne m'en voudra pas, je crois, de la décrire ainsi. Elle fut aussi une éminente professeur de droit constitutionnel et députée du Parti libéral. En lisant son dernier article de blog, je suis tombé en arrêt. Il comportait une expression que jamais je n'aurais cru lire sous sa plume. Elle non plus, je l'imagine. Je lui ai demandé

l'autorisation de la republier dans nos Turbulences.

Un brillant esprit à Berne a eu l'idée d'offrir 50 francs à quiconque convaincrat son prochain d'aller se faire vacciner. Ceci alors que l'hôpital de mon canton compte 0 (zéro) patient Covid aux soins intensifs et qu'on cherche désormais les cas sérieux à la loupe. Alors, aussi, que la Confédération promet sans barguigner des injections que d'autres pays suspendent ou restreignent à cause de leurs effets secondaires.

Cette idée de «programme de parrainage» ne pouvait germer que dans le cerveau d'un fada publicitaire carburant à la cocaïne façon 99 francs et soulagé de tout contact avec la réalité vécue. Elle vaut la calamiteuse campagne de publicité vaccinale à l'intention des adolescents d'il y a quelques mois qui fut un fiasco grotesque avec ses formules ringar-do-jeunistes et son vocabulaire ajusté à des mollusques sans cervelle. Dans les deux cas, un mépris abyssal pour le peuple de ce pays, ravalé à des aborigènes qu'on pense pouvoir soudoyer avec une bière ou quelques piécettes.

Que les *spin doctors* s'étourdissent eux-mêmes avec leurs jongleries est un risque habituel du métier. Mais qu'un État réputé sérieux comme la Confédération helvétique leur laisse la bride sur le cou, c'est un signe alar-

mant. Y a-t-il encore un capitaine à la barre?

Suzette n'y va pas par quatre chemins. «Le seul fait, écrit-elle, que des autorités fédérales aient pu imaginer un tel moyen de contraindre à la vaccination détruit toute confiance que l'on pouvait avoir en elles. J'en ai la nausée.»

La nausée! Sous la plume d'une Suzette Sandoz, c'est plus lourd que du Jean-Paul Sartre! Quand les agis-



sements du gouvernement donnent l'envie de vomir à quelqu'un d'aussi pondéré, qui fut un aussi éminent serviteur du système, on atteint là un sérieux point de

rupture. Ni les sondages, ni les taux de vaccination, ni même les résultats des votations ne peuvent rendre compte du fossé que ces abuseurs ont creusé entre eux et leur propre peuple.

Pour les élites en place, cette crise est sans retour. Elles le savent sans doute, il est temps que le peuple s'en aperçoive aussi.

NOTES

1. L'affaire dite des fonds en déshérence avait été aggravée, on s'en souvient, par l'expression méprisante du banquier Studer, «peanuts».
2. Faisons observer ici que l'emprise du sorti-lège *woke* se dissipe totalement à l'est de Vienne, ce qui tend à confirmer que ce qu'on appelle l'*Occident*, au sens strict, est constitué par les nations du club colonial et quelques-unes de leurs ex-colonies, USA et Australie.



ENFUMAGES par Eric Werner

La double vie du Prince, ou l'envers de la démocratie suisse

UN COMLOT À CIEL OUVERT ET QUE TOUT LE MONDE PEUT VOIR NE MÉRITE PLUS RÉELLEMENT D'ÊTRE APPELÉ UN COMLOT. LORSQUE LE POUVOIR EN ARRIVE À CE DEGRÉ DE FRANCHISE, VOLONTAIRE OU NON, LE JEU DES APPARENCES CESSE. NE RESTE ENTRE LUI ET SES SUJETS QU'UNE SEULE INTERFACE: LA POLICE.

Dans le *Prince*, Machiavel explique que le Prince doit apprendre «à pouvoir n'être pas bon», autrement dit à faire le mal. Il doit apprendre à faire le mal, mais par ailleurs aussi veiller à son image. C'est aussi très important. Lui-même n'est peut-être pas bon, il fait le mal, mais il ne faut évidemment pas que cela se sache. Les gens doivent être persuadés du contraire. Tous doivent croire que le Prince n'est pas seulement bon, mais très bon. Il répand en permanence le bien autour de lui, etc.

Le Prince mène ainsi une double vie, l'une fictive, l'autre réelle. D'un

côté il y a les fausses apparences, ce qu'on essaye de faire croire aux gens, de l'autre la réalité, ce qu'il y a derrière les fausses apparences. Toute l'astuce est de faire en sorte que la réalité n'apparaisse jamais au grand jour, reste en permanence cachée au regard des citoyens: cachée derrière la façade, les fausses apparences. Pour cela, le Prince dispose de spécialistes: journalistes, propagandistes, experts en communication, etc. Eux savent faire ce travail: créer de fausses apparences, travestir la réalité pour la faire apparaître autre qu'elle n'est, inventer

des choses qui n'existent pas (ou l'inverse: faire oublier ce qui existe), etc.

LA DÉMOCRATIE SUISSE COMME RÉALITÉ

L'Antipresse de la semaine dernière a publié un entretien ravageur avec Liliane Held-Khawam qui montre ce qu'est aujourd'hui devenu l'État suisse. En apparence, la Suisse est une démocratie, et même une démocratie directe. Tous les deux mois ou presque, les gens se rendent aux urnes pour donner leur avis sur des sujets importants, et bien sûr cet avis est toujours religieusement suivi. Il y a également un Parlement qui soi-disant contrôle les actes du gouvernement, une justice indépendante, etc. Tout le monde ici bien sûr aussi respecte la loi, à commencer par les autorités. L'armée est là enfin pour défendre les frontières, etc. Voilà ce que croient les gens, en tout cas ce qu'on essaye de leur faire croire. Mais en règle générale ils le croient (enfin, l'ont longtemps cru: aujourd'hui, justement, c'est peut-être en train de changer).

Et maintenant la réalité. La réalité est que la Suisse en tant qu'État indépendant n'existe plus depuis longtemps: «La Suisse, comme tous les pays de la planète, n'a plus d'existence en tant qu'État souverain (...) C'est un pays globalisé qui prend ses directives auprès de divers organismes: OMS, ONU, FMI, BRI, UE, etc.» Le Conseil fédéral n'est donc qu'une courroie de transmission, il exécute des ordres venus d'ailleurs. On a vu par ailleurs avec l'affaire

Berset jusqu'où les autorités en place, aussi bien politiques que policières et judiciaires, étaient prêtes à aller pour s'empêcher de ne rien entreprendre d'illégal ou d'assimilable à ce qu'on pourrait considérer comme un abus de pouvoir. S'ils l'avaient fait, ce qu'à Dieu ne plaise, les médias officiels en auraient aussitôt parlé. Etc.

Bref, à sa manière aussi, la Suisse mène une double vie. On dit que la Suisse est un pays «neutre». Sauf que, de facto, la Suisse fait aujourd'hui partie de l'OTAN (au travers du Partenariat pour la Paix, auquel elle a adhéré à la fin des années 90, sans s'en être seulement rendue compte: les *Spin Doctors* du palais fédéral ont très bien fait leur travail), et donc il est absurde de parler de la Suisse comme d'un État neutre. La Suisse n'est pas plus neutre aujourd'hui que ne le sont des États comme la Belgique, l'Allemagne ou les Pays-Bas. C'est un pays satellite des États-Unis, sans doute même plus arrimé encore aux États-Unis que ne le sont les pays qu'on vient de citer (et ce n'est pas peu dire). Quant à la défense des frontières, ce n'est même plus aujourd'hui un sujet. L'armée suisse est chargée d'un certain nombre de tâches et de missions, mais celles-ci n'ont rien à voir avec la défense des frontières(1).

On distinguera donc bien entre l'apparence et la réalité. En lieu et place de l'apparence on pourrait aussi parler, comme le fait Machiavel, des choses qu'on *imagine*. Il y a souvent loin entre les choses qu'on imagine et la réalité. C'est cet écart même

que Liliane Held-Khawam met en lumière. Sauf, justement, qu'en le mettant ainsi en lumière, forcément aussi elle l'annule. On touche ici aux limites du système.

AU-DELÀ DES MENSONGES, LES FAUX MENSONGES

Dans le *Prince*, Machiavel dresse une liste des qualités que le Prince se devrait sinon d'avoir, du moins de *passer pour avoir*, en particulier cinq: *la générosité, la miséricorde, la loyauté, le courage, la piété*. Parfois il les a, mais le plus souvent il ne fait que *passer pour les avoir*. Or chacun comprendra que cela ne saurait durer éternellement. Il arrive toujours un moment où la fausse image que le Prince cherche à donner de lui-même se lézarde pour laisser voir, à tout le moins entrevoir, la réalité. C'est ce qui est peut-être aujourd'hui en train d'arriver en Suisse. Là aussi l'image se lézarde. On ne peut plus exactement dire que l'État suisse mène une double vie, car de plus en plus les gens ont *conscience* de cette dualité même: celle entre l'apparence et la réalité. Or, encore une fois, elle n'existe que pour autant et dans la mesure où elle n'est pas *perçue*.

Laissons ici de côté la générosité, la miséricorde, la loyauté, le courage, la piété. On serait déjà

bien content si les membres du Conseil fédéral respectaient leurs propres lois, accessoirement aussi la constitution. On sait également que certains d'entre eux ont quelque peine à tracer une ligne de démarcation stricte entre leurs problèmes personnels, voire intimes, et l'exercice de leur mandat public. Liliane Held-Khawam explique très bien dans cet entretien comment l'affaire Berset se relie à l'actuelle pandémie, qu'elle éclaire en même temps qu'elle est éclairée par elle. Les faux décors partent en petits morceaux, tout le monde peut désormais voir ce qu'il y a derrière. A partir de là, il n'y a plus à se poser de questions, car les réponses sont données en même temps que les questions. C'est également la fin du complotisme. Tout le monde sait qu'il y a (et qu'il y a toujours eu) des complots, mais il n'y a plus désormais à spéculer à leur sujet. Un complot à ciel ouvert et que tout le monde peut *voir*, soit pour la raison qu'on vient de dire (les faux décors qui partent en petits morceaux), soit (on va y venir) parce qu'il se met lui-même en scène, ne mérite plus réellement d'être appelé un complot.

Bref, on est très au-delà de Machiavel. Machiavel décrit la double vie du Prince, le Prince feignant d'être ce qu'il n'est pas et

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.

Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, 1950 Sion, Suisse.

Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET. Informations urgentes via le canal Telegram.

N. B. – Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

de ne pas être ce qu'il est. Ici il ne feint plus rien, ou s'il le fait encore il sait en même temps très bien qu'il ne trompe personne. La formule de Balzac est ici applicable: la «fin des illusions». On assiste dès lors à une mutation du système. Le Prince continue certes à mentir, mais *ses mensonges ne sont le plus souvent que de faux mensonges*. Ils disent le vrai à travers le faux, et donc le mensonge se retourne ici sur lui-même. Il vire au jeu, quelque part aussi à la provocation. Le Prince, à mots couverts parfois, parfois au contraire tout à fait ouvertement, annonce ce qu'il va faire et le fait. La réalité déborde ici (et même dégouline) de toute part. On ne peut donc plus dire que la propagande occupe la première place. Ce rôle revient désormais à la police. C'est la police, aujourd'hui, qui occupe la première place. Car le Prince ne peut plus désormais compter que sur elle.

Oui ou non, le Prince doit ou non apprendre à pouvoir n'être pas bon? Sans doute le doit-il. C'est ce que pensait Montaigne, et sans doute avait-il raison: «Le bien public requiert qu'on trahisse et qu'on mente et qu'on massacre» (*Essais*, III, 1). Il n'importe guère au point de vue éthique que cela se fasse ouvertement ou en cachette. Reste à se demander jusqu'où il lui est permis d'aller dans cette direction: en d'autres termes où commence *l'hybris*. Car on se laisse aisément griser dans ce domaine. Il y a un engrenage dans le mal. On ne saurait toujours se dispenser de faire le mal,

sauf qu'à force de le faire on finit par y prendre plaisir. C'est là que cela devient dangereux. Le Prince illégitime (ou si l'on préfère le tyran) n'est pas celui qui fait le mal mais celui qui prend plaisir, chez qui donc cela tend à devenir une habitude. Il faut ici très fermement réagir, sans quoi le risque existe d'une dérive toujours plus accentuée. Si le droit de résistance a la moindre existence, c'est ici qu'il se met à exister.

LECTURES SUGGÉRÉES

- «De quoi Alain Berset est-il le nom?», Entretien avec Liliane Held-Khawam, AP305 | 3.10.2021.
- Machiavel, *Le Prince* (en particulier les chapitres 15-18).
- Judith Barben, *Les Spin Doctors du palais fédéral*, Xenia, 2010.

NOTE

1. Dans *L'Insécurité du territoire* (Galilée, 1993), Paul Virilio insistait déjà sur le fait que les armées européennes sont de plus en plus aujourd'hui appelées à se spécialiser dans des tâches de *maintien de l'ordre*, sur le modèle des armées sud-américaines (*L'Insécurité du territoire*, p. 154-155). Le maintien de l'ordre peut se faire à l'intérieur ou à l'extérieur (Balkans), mais cela reste du maintien de l'ordre. Et de toutes les manières ce sont les Américains qui décident: «De même qu'en période de crise, les forces de l'ordre civil passaient sous contrôle militaire, de même on peut dire qu'aujourd'hui, avec la crise des États-nations de notre hémisphère idéologique, les institutions militaires sont toutes sous contrôle des États-Unis.» L'armée suisse ne fait bien sûr pas exception.

LE GRAND JEU par Jean-Marc Bovy

France-Russie: un retour de flamme est-il possible?

« QUELLES VOIES POUR UNE NOUVELLE ALLIANCE FRANCO-RUSSE? » LA QUESTION PEUT PARAÎTRE ACADÉMIQUE, VOIRE EXOTIQUE, AUX YEUX DU GRAND PUBLIC, MAIS PAS AUX PASSIONNÉS DE LA RUSSIE. C'ÉTAIT RÉCEMMENT L'OBJET D'UN DÉBAT-CONFÉRENCE ORGANISÉ SUR LE TERRITOIRE DE L'EMBLÉMATIQUE CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE DE PARIS.

Note de la rédaction. — Les billets de notre «vigie» sur la Russie et le monde de l'Est, Jean-Marc Bovy, débordaient de longue date le cadre serré des «Turbulences». Nous lui avons donc aménagé une rubrique à part entière, dont il nous propose ici le manifeste: «*Le Grand Jeu désigne l'affrontement qui a opposé au XIXe la Russie et la Grande Bretagne en Asie et donné naissance à l'Etat afghan. Il est plus que jamais d'actualité avec la débâcle des Américains à Kaboul. Géopolitique, choc des civilisations, guerres froides et grands remplacements, tels sont les nouveaux avatars du Grand Jeu et les thèmes de cette rubrique.*» JMB a raison: les relations entre le grand bloc eurasiatique et le monde atlantique ne sont plus un objet d'études académiques: elles déterminent de plus en plus concrètement les circonstances de notre vie. C'est dire si cette rubrique était nécessaire...



AINSI, à plus d'un siècle de distance, l'alliance conclue en 1893 entre la Russie et la France reste pour certains un sujet d'actualité. Pourtant, à l'heure où la France participe aux sanctions infligées par l'Union européenne à la Russie, les conditions d'un rapprochement entre les deux pays sont loin d'être idéales. Il est vrai qu'à la fin du XIXe, les relations entre les deux puissances n'étaient pas franchement meilleures. Sur le plan idéologique, les valeurs laïques de la IIIe République étaient antinomiques de celles de l'orthodoxie et du tsarisme, alors que les liens personnels entre la dynastie des Romanov et la monarchie prussienne étaient restés très forts. En 1815, au

Congrès de Vienne, la Russie avait été à l'origine de la Sainte Alliance afin de tenir en respect la France mécréante, qui avait mis l'Europe à feu et à sang. Moins de quarante ans plus tard, la France alliée à l'Angleterre et la Sardaigne infligeait une défaite humiliante à la Russie sur le sol de Crimée. De quoi créer une forte défiance et un climat peu propice à la négociation d'une alliance entre deux anciens ennemis.

De façon surprenante, le basculement de la Russie tsariste en faveur d'un traité avec la France républicaine fut rapide, le temps pour Alexandre III de se défaire de ses préjugés à l'égard de la France et de se lais-

ser convaincre avant tout par des motifs de stratégie militaire. Après quelques mois d'hésitation, il finit par signer le traité négocié secrètement par son état-major en faisant un signe de croix comme s'il s'agissait d'un pacte avec le diable. Pourquoi en irait-il différemment aujourd'hui? La prévention contre un rapprochement entre les deux pays ne vient pas cette fois de la Russie, mais de la France. Difficile dans le contexte actuel d'imaginer un membre de l'OTAN faire cause commune avec le régime qualifié d'agresseur et d'ennemi N° 1. Pourtant, l'accueil réservé par le président Macron à son homologue Poutine en 2019 au Fort de Brégançon laissait espérer un nouveau départ dans les relations entre les deux pays. On était même surpris de voir percer un accent gaullien dans le discours et la posture d'Emmanuel Macron. L'embellie a été de courte durée. La France est rentrée dans le rang et continue d'appliquer à l'égard de Moscou la politique belliqueuse de l'OTAN et les sanctions de l'UE. Les élections présidentielles de 2022 en France pourraient être un motif d'espoir et donner un nouveau coup de pouce à un rapprochement avec la Russie, pour autant que les candidats voient là un argument électoral susceptible de leur rapporter des voix. Ce qui reste à voir.

Qu'est-ce qui pourrait faire changer aujourd'hui la situation? Il y a bien sûr



des arguments d'ordre économique. Les mêmes que ceux qui ont fait réfléchir l'Allemagne et permis de mener à terme la construction du gazoduc Nordstream 2, malgré l'obstruction de Washington. A la nuance près que la France est moins dépendante que l'Allemagne face à une pénurie d'énergie et à une hausse galopante du prix du gaz et de l'électricité, ceci en raison de la production de ses centrales nucléaires restée intacte. Elle a toutefois un intérêt évident à rétablir le courant d'échanges avec le marché russe. Il s'agit d'annuler les effets désastreux de sa politique de sanctions, qui ont déclenché en retour l'embargo de la Russie sur ses exportations de produits agricoles et vinicoles. D'une manière plus générale, la complémentarité de l'économie française — et de ce qui reste de son industrie — avec le réservoir russe de ressources naturelles fait de la coopération avec la Russie une question vitale pour la France, comme pour le reste de l'Europe.

Selon l'Institut 1717 pour une nouvelle alliance franco-russe, qui a pris l'initiative de la conférence mentionnée plus haut, c'est avant

tout sur le plan culturel et celui du «soft power» que le basculement devrait avoir lieu. 1717 fait ici référence à l'année de la visite à Paris de Pierre le Grand et de l'établissement des premières relations diplomatiques entre la France et la Russie. En s'inscrivant dans la tradition tricentenaire des relations franco-russes, l'Institut 1717 a l'ambition «de créer des concepts et de déployer un paradigme sur lequel la propagande anglo-saxonne n'ait plus prise, c'est-à-dire un paradigme où les valeurs traditionnelles communes à notre civilisation seront remises à l'honneur et serviront de bouclier pour protéger nos peuples des maux du consumérisme, du libéralisme effréné et du laxisme moral qui menacent l'Europe d'un péril mortel». Il faudra pour cela surmonter de nombreux obstacles, le moindre n'étant pas la russophobie qui prévaut toujours dans les médias. Par rapport à la période soviétique, la Russie contemporaine ne bénéficie plus de la fascination que l'URSS exerçait sur une grande partie de la gauche française et jusque dans les rangs de la droite, grâce aux tournées du Chœur de l'Armée rouge, au rayonnement du Bolchoï et à celui de son 7e art, sans parler de ses prouesses dans le domaine sportif.

A fortiori, si l'on compare la période actuelle à celle qui a suivi la conclusion de l'Alliance de 1893, la nouvelle «entente» entre les deux pays ne jouira pas de l'avantage du français, langue qui à l'époque était pratiquée couramment dans les couches supérieures de la société russe et qui a permis une

communion exceptionnelle des deux cultures jusqu'à la révolution de 1917. L'anglais tient désormais le haut du pavé, tant à Paris qu'à Moscou. Grâce aux réseaux sociaux, les valeurs qu'il véhicule, bien qu'étrangères à la Russie, autant qu'à la France, se répandent jusque dans les coins les plus reculés du pays. Ce n'est pas la dernière réforme de la Constitution russe, en consacrant les valeurs conservatrices de la famille et en réaffirmant la prépondérance du droit national sur toute norme extérieure, qui empêchera les jeunes générations de se laisser séduire par les dévoiements de la cancel culture. Les milieux branchés de Moscou et de Saint Pétersbourg, notamment celui du spectacle, ne sont pas en reste dans l'opération de dissolution des valeurs chrétiennes et de déni de nos repères. Les vedettes actuelles de la scène culturelle sont des rappeurs et des blogueurs tatoués qui grâce à l'énorme audience dont ils disposent, engrangent des fortunes et sont donnés en modèle par les banques et les grandes sociétés qui les sponsorisent (comme illustré dans nos Turbulences).

Tout espoir n'est pas perdu. La Russie se réveille, ou tout au moins celle des dix plus grandes villes de province, qui viennent d'interdire les concerts des trois rappeurs les plus écoutés et portés aux nues à Moscou et à Saint Pétersbourg. On attend de cette Russie profonde qu'elle ne s'en tienne pas là et nous propose un nouveau paradigme.



DOCUMENT par Glenn Greenwald

Qui sont les vrais censeurs des réseaux sociaux?

FRANCES HAUGEN EST LA NOUVELLE LANCEUSE D'ALERTE QUI FAIT TREMBLER LE GOLIATH-FACEBOOK. DU JOUR AU LENDEMAIN, ELLE EST DEVENUE LA COQUELUCHE DES MÉDIAS D'OUTRE-ATLANTIQUE. MAIS EST-ELLE UNE COMBATTANTE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION OU L'OUTIL D'UNE CENSURE ENCORE PLUS STRICTE? CETTE QUESTION SURGIT DÈS QU'ON S'INTÉRESSE DE PRÈS À LA PERSONNE ET À L'ARRIÈRE-PLAN POLITIQUE DE L'AFFAIRE. GLENN GREENWALD Y FOURNIT UNE RÉPONSE IMPARABLE ET TRÈS BIEN DOCUMENTÉE.

On apprend beaucoup de choses en s'intéressant à ceux que les médias de grand chemin érigent en héros. Cette semaine, la médaille de Mère Courage est allée à Frances Haugen, ancienne responsable produit de chez Facebook, largement saluée comme une « lanceuse d'alerte » pour avoir fourni au *Wall Street Journal* des documents internes illustrant les torts divers et variés que Facebook et ses autres plateformes (Instagram et WhatsApp) auraient causés.

Le mastodonte des réseaux sociaux, selon ce récit, fait du mal à l'Amérique et au monde en permettant la diffusion de fausses informations (sans doute davantage que n'en diffusent les chaînes câblées et la presse de grand chemin de semaine en semaine) ; en encourageant la névrose narcissique chez les jeunes filles via Instagram (sans doute plus que ne le font les magazines de mode, Hollywood

et l'industrie de la musique avec leur glorification des corps jeunes et parfaitement sculptés) ; en faisant la promotion de contenus politiques polarisants afin de maintenir les citoyens enrégés, balkanisés et rancuniers et donc plus enclins à se radicaliser (à l'opposé sans doute des médias de grand chemin, qui jamais ne feraient pareille chose) ; et, pire que tout, en ne censurant pas suffisamment les contenus politiques qui contredisent les orthodoxies libérales et divergent de la vérité libérale décrétée. Mardi, la star Haugen s'est rendue à Washington, où elle a passé la journée à témoigner devant le Sénat sur la périlleuse réticence de Facebook à censurer encore plus de contenus et à bannir encore plus d'utilisateurs qu'il ne le fait déjà.

Il ne fait aucun doute, du moins pour moi, que Facebook et Google sont deux graves menaces. Grâce à la consolidation,

aux fusions et au rachat de tout concurrent potentiel, leur pouvoir dépasse de loin ce qui est compatible avec une démocratie saine. Un consensus bipartite s'est formé au sein de la commission antitrust de la Chambre des représentants, selon lequel ces deux géants de l'entreprise — ainsi qu'Amazon et Apple — sont tous des monopoles classiques en violation des lois antitrust en vigueur depuis longtemps mais rarement appliquées. Le contrôle qu'ils exercent sur les multiples plateformes gigantesques qu'ils ont achetées leur permet de punir et même de détruire les concurrents, comme nous l'avons vu lorsqu'Apple, Google et Amazon se sont unis pour supprimer Parler de l'internet quarante-huit heures après que des démocrates de premier plan eurent exigé cette action, alors que Parler était devenu l'application la plus téléchargée du pays, ou lorsque Google a supprimé les vidéos Rumble dans sa fonction de recherche principale pour les punir d'avoir concurrencé la plateforme YouTube de Google. Facebook et Twitter ont tous deux effacé des reportages sur des documents authentiques concernant les activités commerciales de Joe Biden rapportés par le *New York Post* quelques semaines avant l'élection de 2020. Ces géants des réseaux sociaux se sont également unis pour retirer effectivement de l'internet le président élu des États-Unis en exercice, ce qui a suscité de graves mises en garde de la part des dirigeants du monde démocratique quant au caractère antidémocratique de leur pouvoir de censure concerté.

Mais ni la pâmoison devant cette nouvelle héroïne facebookienne, ni les autres attaques médiatiques contre Facebook n'expriment le moindre souci de ces dangers réels. Le Congrès n'a pris aucune mesure pour limiter l'influence de ces géants de la Silicon Valley parce que Facebook et Google arrosent les deux ailes de l'establishment avec d'énormes

quantités d'argent et paient des lobbyistes bien connectés qui sont des amis ou d'anciens collègues de législateurs clefs pour utiliser leur influence à Washington dans le but de bloquer la réforme. À l'exception de quelques irréductibles, l'aile dirigeante d'aucun des deux partis n'a vraiment d'objection à ce pouvoir monopolistique aussi longtemps qu'il est exercé pour promouvoir ses propres intérêts.

Et c'est là le seul véritable problème politique de Facebook: non pas qu'il soit trop puissant, mais qu'il n'utilise pas ce pouvoir pour censurer suffisamment de contenus sur internet qui heurtent la sensibilité et les croyances des dirigeants du parti démocrate et de leurs partisans libéraux, qui contrôlent désormais la Maison Blanche, l'ensemble de l'exécutif et les deux chambres du Congrès. Haugen elle-même, désormais chapeironnée par Bill Burton, un collaborateur de longue date d'Obama, a clairement indiqué que son grief envers son ancien employeur tient au refus de celui-ci de censurer davantage ce qu'elle considère comme «haine, violence et désinformation». Dans une interview accordée à *60 Minutes* dimanche soir, Frances Haugen a résumé sa plainte à l'égard du PDG Mark Zuckerberg de la manière suivante: il «a permis que soient faits des choix qui ont pour effet que le contenu haineux et polarisant obtient une plus grande distribution et une plus grande portée». Dans son témoignage de mardi, Haugen, comme le rapportait en jubilant la rédaction technologique du *New York Times* assoiffée de censure, «appelle à une réglementation de cette technologie et de ce modèle économique qui amplifient la haine et elle n'hésite pas à comparer Facebook au tabac».

Le Parti démocrate s'efforce de renforcer la censure en ligne depuis qu'il a attribué aux réseaux sociaux (ainsi qu'à WikiLeaks, à la Russie, à Jill Stein, à James Comey, au *New York Times* et

à Bernie Bros) la défaite de l'héritière légitime de la Maison Blanche, Hillary Clinton, en 2016. Et cette soif de censure a été élevée au rang de priorité encore plus urgente parmi ses alliés dans les médias de grand chemin, en raison de leur conviction partagée que Facebook aurait contribué à l'élection de Trump, mais aussi parce que la liberté d'expression sur les réseaux sociaux les empêche de maintenir une mainmise sur le flux d'informations en permettant aux quidams ordinaires, non accrédités, de contester et de remettre en question leurs décrets ou de se constituer de vastes audiences qu'ils ne peuvent pas contrôler. **Détruire les alternatives à leurs plateformes défaillantes est donc pour les médias une question de survie: réalisant qu'ils ne peuvent pas convaincre le public de faire confiance à leur travail ou même de s'y intéresser, ils cherchent plutôt à s'assurer des publics captifs en détruisant ou du moins en contrôlant toute voix susceptible de concurrencer leur prédication.**

Comme je le signale depuis plus d'un an, les démocrates ne cachent pas leur intention de coopter le pouvoir de la Silicon Valley afin de contrôler le discours politique et faire taire leurs ennemis. *A quatre reprises au cours de l'année écoulée, les démocrates du Congrès ont convoqués* PDG de Google, Facebook et Twitter pour leur demander de censurer davantage le discours politique. Lors de la

dernière audience au Congrès en mars, les démocrates ont, l'un après l'autre, explicitement menacé les entreprises de représailles juridiques et réglementaires si elles ne commençaient pas immédiatement à censurer davantage.

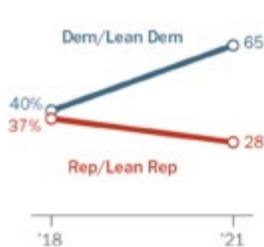
Un sondage Pew du mois d'août montre que les démocrates soutiennent désormais massivement la censure de l'internet, non seulement par les géants de la technologie, *mais aussi par le gouvernement* que leur parti contrôle désormais. Au nom de la «lutte contre la désinformation», plus des trois quarts des démocrates souhaitent que les entreprises technologiques «restreignent les fausses informations en ligne, même si cela limite la liberté d'information», et un peu moins des deux tiers des démocrates souhaitent que le gouvernement américain contrôle ce flux d'informations sur l'internet:

Partisan divisions have widened over role of government, tech firms in restricting misinformation

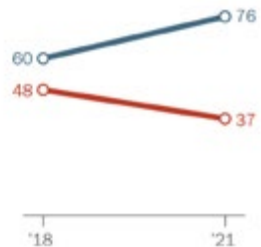
Partisan divisions have widened over role of government, tech firms in restricting misinformation

% of U.S. adults who say ...

The U.S. government should take steps to restrict false info online, even if it limits freedom of info



Tech companies should take steps to restrict false info online, even if it limits freedom of info



Note: Respondents who did not give an answer are not shown.
Source: Survey conducted July 26-Aug. 8, 2021.

PEW RESEARCH CENTER

L'état d'esprit pro-censure qui prévaut au sein du Parti démocrate est reflété non seulement par ces données de sondage très claires, mais aussi par les déclarations de plus en plus effrontées et explicites de leurs dirigeants. À la fin de l'année 2020, le sénateur Ed Markey (D-MA) a dit à Zuckerberg très exactement ce que le parti démocrate voulait. En somme, on réclame plus de censure.

Ceci est la seule raison pour laquelle on a fabriqué le culte de cette nouvelle employée rebelle de Facebook. Ce qu'elle apporte, par-dessus tout, c'est un visage d'«initiée» télégénique et apparemment bien informée pour dire aux Américains que Facebook est en train de détruire leur pays et leur monde en laissant passer trop de contenu sans filtre, en autorisant trop de conversations entre gens ordinaires qui sont, comme le dit le commentateur technologique du *NYT*, Taylor Lorenz, «déchaînés».

Lorsque Facebook, Google, Twitter et d'autres sociétés de réseaux sociaux de la Silicon Valley ont été créées, elles n'avaient pas pour but de devenir la police verbale de la nation. Au contraire, elles affirmaient leur volonté de *ne pas* l'être. Leur désir d'éviter ce rôle était dû en partie à l'idéologie libertaire d'un internet ouvert qui prédominait dans leur sous-culture. Mais il était également dû à leur intérêt personnel: la dernière chose que les entrepreneurs de réseaux sociaux désiraient, c'était *d'empêcher les gens d'utiliser leur produit* et, pire encore, de s'immiscer dans des controverses politiques enflammées. Les entreprises cherchent à éviter de fâcher leurs clients et utilisateurs potentiels à cause de positions politiques, et non à susciter ce clivage.

Ce rôle de censeurs, les réseaux sociaux ne l'ont pas tant recherché qu'on le leur a *imposé*. Ce n'est qu'après les élections de 2016, alors que les démo-

crates étaient obsédés par l'idée de rendre les géants des réseaux sociaux (et à peu près tout le monde sauf eux-mêmes) responsables de leur cuisante défaite, que la pression s'est intensifiée sur ces dirigeants pour qu'ils commencent à supprimer les contenus jugés dangereux ou faux par les libéraux et à interdire l'accès de leurs plateformes à leurs adversaires. Comme toujours, la censure a commencé par le ciblage de personnalités généralement honnies — Milo Yiannopoulos, Alex Jones et d'autres jugés «dangereux» — de sorte que peu de gens se sont plaints (et ceux qui l'ont fait ont pu être vilipendés comme sympathisants des précédents).

Une fois établi, le filet de la censure s'est ensuite, de manière prévisible et rapide, étendu vers l'intérieur (comme il le fait invariablement) pour englober toutes sortes de dissidents anti-establishment de droite, de gauche et du milieu. Et le filet a beau s'étendre, on ne cesse de le vouloir plus vaste encore. Pour ceux qui ont la mentalité du censeur, *il n'y a jamais assez de répression*. Et le complot visant à intensifier les pressions de la censure a trouvé sa parfaite héroïne dans cette noble et brave hérétique de Facebook qui s'est soudain retrouvée sous les feux de la rampe. Haugen est devenue une arme que les politiciens de Washington et leurs alliés médiatiques peuvent utiliser pour contraindre Facebook à se soumettre à leur soif de censure.

Dans cette dynamique, nous trouvons ce que l'analyste de la technoculture Curtis Yarvin appelle la «fuite du pouvoir». Il s'agit d'un concept crucial pour comprendre comment le pouvoir s'exerce dans l'oligarchie américaine, et le brillant essai de Yarvin éclaire cette réalité aussi bien qu'on peut la décrire. En affirmant de manière hyperbolique que «Mark Zuckerberg n'a aucun pouvoir», Yarvin souligne qu'il peut *sembler* que le PDG milliardaire de Facebook est puissant parce qu'il peut

décider de ce qui sera entendu ou non sur la plus grande plateforme de distribution d'informations au monde. Mais en réalité, Zuckerberg n'est pas plus puissant que les modérateurs de contenu mal payés que Facebook emploie pour appuyer sur le bouton «supprimer» ou «interdire», puisque ce ne sont ni les modérateurs de Facebook ni Zuckerberg lui-même qui prennent réellement ces décisions. Ils ne font que censurer comme on leur dit de le faire, en obéissant à des règles imposées d'en haut. Ce sont la presse de grand chemin et les puissantes élites de Washington qui contraignent Facebook et Google à censurer conformément à leurs souhaits et à leur idéologie, sous peine de châtiments prenant la forme de dénominations, de stigmatisations et même de représailles juridiques et réglementaires officielles. Yarvin le résume ainsi :

Cependant, si Zuck est soumis à une sorte de pouvoir oligarchique, il est exactement dans la même position que ses propres modérateurs. Il exerce un pouvoir, mais ce n'est pas *son* pouvoir, car ce n'est pas *sa* volonté. Le pouvoir ne vient pas de lui, il passe par lui. C'est pourquoi nous pouvons dire honnêtement et sérieusement qu'il n'a pas de pouvoir. Ce n'est pas le sien, mais celui de quelqu'un d'autre...

Zuck ne désire *rien* de tout ça. Et ses utilisateurs ne le souhaitent pas particulièrement non plus. Il le fait plutôt parce qu'il est sous la pression de la presse. Sérieusement. Il ne peut même pas *admettre* qu'il est sous pression, sinon ses gardes vietcongs pourraient craquer et l'abattre comme le chien de capitaliste qu'il est...

Et qu'est-ce qui confère à la presse ce pouvoir terrifiant? Le pouvoir pur et beau du logos? Qu'est-ce qui distingue un post bien écrit, comme celui-ci, d'un édito du *Times* tout aussi bien écrit? Rien du tout, si ce n'est le prestige. En temps normal, tout PDG sain d'esprit se pliera sans hésiter

au moindre caprice de la presse officielle, tout comme il se pliera sans hésiter à une décision de justice. C'est comme ça, tout simplement. Ne pas appeler ce pouvoir gouvernemental, c'est jouer sur les mots.

Comme je l'ai déjà écrit, ce problème — le fait que le gouvernement contraint des acteurs privés à censurer en son nom — Yarvin n'a pas été le premier à l'identifier. La Cour suprême des États-Unis considère, depuis au moins 1963, que la clause de «liberté d'expression» du premier amendement est violée lorsque des fonctionnaires de l'État émettent suffisamment de menaces et d'autres formes de pression pour que l'acteur privé n'ait d'autre choix que de censurer conformément aux exigences des fonctionnaires de l'État. La question de savoir si nous en sommes légalement au point où cette ligne constitutionnelle a été franchie par les tactiques d'intimidation de plus en plus brutales des législateurs démocrates et des fonctionnaires de l'exécutif sera probablement résolue par les tribunaux. Mais quoi qu'il en soit, cette pression est bien réelle et brutale et révèle que le véritable objectif des démocrates n'est pas d'affaiblir Facebook mais de s'emparer de son immense pouvoir à leur propre et funeste profit.

Les événements de cette semaine soulèvent une autre question qui requiert également une grande prudence. La dénonciatrice canonisée de Facebook et ses partisans journalistes affirment que ce que Facebook craint le plus, c'est l'abrogation ou la réforme de la section 230, cette disposition législative qui garantit une immunité aux sociétés de réseaux sociaux à l'égard des contenus diffamatoires ou offensants publiés par leurs utilisateurs. Cette section signifie que si un utilisateur de Facebook ou un hôte de YouTube publie un contenu pouvant donner lieu à une action en justice, les sociétés de réseaux sociaux elles-mêmes

ne peuvent être tenues pour responsables. Il existe peut-être des moyens de réformer la section 230 afin de réduire l'incitation à imposer la censure, par exemple en refusant cette précieuse protection à toute plateforme qui censure, et en la réservant à celles qui permettent véritablement à une information non modérée de prospérer. Mais une telle proposition a peu de soutien à Washington. Ce qui est beaucoup plus probable, c'est que la section 230 sera «adaptée» pour imposer des obligations de modération de contenu plus importantes à toutes les entreprises de réseaux sociaux.

Loin de menacer Facebook et Google, un tel changement juridique pourrait être le plus beau cadeau que l'on puisse leur faire. C'est pourquoi on voit souvent leurs dirigeants *appeler le Congrès à réglementer le secteur des réseaux sociaux*. Tout dispositif juridique exigeant que chaque publication et commentaire soit modéré nécessiterait d'énormes ressources — des équipes gigantesques d'experts et de consultants rémunérés pour évaluer les «fausses informations» et les «discours de haine» et de véritables armées d'employés pour appliquer leurs décrets. Seuls les géants établis tels que Facebook et Google seraient en mesure de se conformer à un tel régime, tandis que les concurrents — y compris les gros mais encore pas assez comme Twitter — se noieraient dans ces exigences. Tandis que les challengers encore plus modestes face à l'hégémonie de Facebook et Google, tels que Substack et Rumble, ne pourraient jamais survivre. En d'autres termes, toute tentative du Congrès d'imposer des obligations de modération de contenu plus importantes — ce qui est précisément la menace — détruirait toute possibilité résiduelle pour les concurrents de se

manifeste et effacerait, en particulier, toute plateforme cherchant à défendre la liberté d'expression. Ce serait la conséquence *délibérée* de l'opération, et c'est pourquoi il est naïf de croire que Facebook et Google craignent de tels ajustements législatifs.

Il existe de réels dangers à laisser des entreprises telles que Facebook et Google accumuler le pouvoir qu'elles ont maintenant consolidé. Mais l'activisme et la grogne des médias et de Washington à l'égard de ces entreprises n'ont pas vraiment pour but de casser ou limiter ce pouvoir. Ils visent plutôt à *transférer* ledit pouvoir à d'autres autorités qui peuvent ensuite l'utiliser pour leurs propres intérêts. La seule chose plus inquiétante que la surveillance de notre expression politique par Facebook et Google serait de permettre aux élites d'un des partis politiques à Washington et à leurs alliés médiatiques d'assumer le rôle de surveillants, comme ils sont absolument déterminés à le faire. Loin d'être une noble lanceuse d'alerte, Frances Haugen n'est que le dernier pion de leur projet visant à s'accaparer le pouvoir des géants des réseaux sociaux pour contrôler le discours politique conformément à leurs propres opinions et intérêts.

* Glenn Greenwald est le journaliste qui a «révélé» Edward Snowden. Il est également le cofondateur de *The Intercept*, qui fut un temps la plus ambitieuse plateforme du journalisme d'investigation aux États-Unis. C'est surtout un défenseur inconditionnel de la liberté d'expression. On peut désormais s'abonner à ses écrits sur Substack. (Article du 5.10.2021 traduit de l'anglais par Slobodan Despot.)



LISEZ-MOI ÇA! par Patrick Gilliéron Lopreno

«Les Physiciens» de Friedrich Dürrenmatt

TÉMOIN ET OBSERVATEUR GÉNIAL DES DÉRIVES DE LA MODERNITÉ, DRAMATURGE ET SATIRISTE, FRITZ DÜRRENMATT FUT AUSSI UN PEINTRE REMARQUABLE. SON ŒUVRE FORME UN TOUT.

CE QU'IL APORTE

En 1962, Dürrenmatt présente au théâtre de Zurich la première des *Physiciens*, qui parle sous une forme comique et absurde de la responsabilité de la science et du savant dans un monde doté de la puissance atomique et dans lequel la science est de plus en plus assujettie à la politique. En lisant la pièce, on ne peut s'empêcher de penser aux falsifications grossières publiées au début de la crise du coronavirus par la revue scientifique *The Lancet*.

Les *Physiciens* se passe intégralement dans un espace clos, un asile d'aliénés, et les règles classiques des unités de lieu, temps et action sont respectées. Trois savants se font passer pour fous. Deux d'entre eux sont les agents secrets des deux grandes puissances. Le troisième, Möbius, a découvert la «formule universelle», qui pourrait mener l'humanité à sa perte et conquérir le pouvoir mondial. Chacun se rend compte du potentiel destructeur et amoral de cette nouvelle connaissance.

CE QU'IL EN RESTE

La réponse de l'écrivain à l'absurde: la comédie! Avec beaucoup d'humour et d'esprit de synthèse, l'auteur décrit la malignité de la science moderne qui, tout en enrichissant les connaissances humaines, a dorénavant en son cœur un potentiel d'extermination jamais connu dans les époques antérieures. Cette fiction nous ramène à notre présent et nous nous apercevons avec frayeur que la fiction est devenue réalité.

A QUI L'ADMINISTRER?

Les questionnements de Dürrenmatt sont éternels et interrogent constamment une société à la dérive. Son amour de l'individu libre et autonome fournit un rempart contre toute dictature et tout totalitarisme. Ses pièces sont accessibles au plus grand nombre et c'est sûrement cela qui en fait la force. Elles expliquent par des images fortes et simples des réalités complexes et souvent cachées.



CODA: DÜRRENMATT PEINTRE

2021 n'est pas seulement la deuxième année Covid mais également le centenaire de la naissance de Friedrich Dürrenmatt. Cette commémoration est passée quasi inaperçue dans les médias et la Berne fédérale; ce qui en dit long sur notre époque. Ce trublion qui a été surveillé et fiché pendant 50 ans par les autorités helvétiques a créé une œuvre immense, autant littéraire que picturale. En effet, le dessin et la peinture ont toujours joué un grand rôle dans la vie de l'écrivain, depuis son enfance en Emmental.

Ses tableaux expressionnistes sont traversés par les thématiques bibliques et mythologiques mais aussi contemporaines en plaçant l'individu au centre du cosmos. Son maître en la matière est le peintre Varlin (Willy Guggenheim), qu'il admirait et avec qui il a entretenu une longue amitié.

Le génie de Dürrenmatt est de n'avoir jamais cédé aux idéologies et d'être resté attentif au sort de l'homme face aux défis du modernisme, du capitalisme et du communisme. Critique face à l'idéologie de l'URSS, il a écrit de très belles pages sur le peuple russe lors d'un de ses voyages dans les années 90. Face à Israël, il eut la même intelligence et n'a jamais cédé à la

haine antijuive. Un homme aussi brillant ne pouvait qu'être seul et à l'écart des mondanités. Au Centre Friedrich Dürrenmatt, bâti par l'architecte Mario Botta à Neuchâtel, on peut voir l'essentiel de son œuvre picturale. Le musée est plutôt réussi.

Face à nous, douze toiles composent une vaste composition sur l'apartheid en Afrique du Sud. Cette série est l'une des plus politiques de l'auteur. La parabole de ce mal, qui s'est propagé à travers tout le pays, est représentée sous la forme d'un virus qui se diffuse et exclut la majorité de la population. Sans faire une comparaison grossière et stérile avec ce que nous vivons, car la situation de violence n'est nullement comparable, on ne peut s'empêcher de faire un lien avec notre époque et la pandémie actuelle. Les banquiers peints par Dürrenmatt continuent de faire des affaires qui nous font penser à nos groupes pharmaceutiques. L'opposition est muselée, comme les manifestations anti-pass sanitaire qui, dans le cas australien, sont réprimées féroce-ment. L'apartheid et la surveillance privée et étatique procèdent de la même matrice.

✧ Friedrich Dürrenmatt, *Les Physiciens*, L'Arche, 2020.



Antipresse.net-canal historique

Le rendez-vous des abonnés de l'Antipresse sur Telegram!

→ t.me/antipresse

TURBULENCES

TRIBUNE · PLUS BAS, TU NE POURRAS PAS TOMBER!

✧ Par Suzette Sandoz

**AINSI DONC, LE CONSEIL FÉDÉRAL, SUR
LA SUGGESTION DE L'OFSP OU DE LA TASK
FORCE, SONGE À INCITER LES CITOYENS
À «ACHETER» (OU «VENDRE»?) POUR
50 FRANCS LEURS PROCHES NON VACCINÉS.**

Jamais je n'aurais envisagé que, dans mon pays, on puisse descendre aussi bas!

Imaginez un seul instant la souffrance morale de la personne qui aurait «acheté/vendu» un membre de sa famille pour qu'il soit vacciné — peut-être même en lui affirmant qu'il ne pourrait aucun risque — et qui verrait celui-ci atteint définitivement ou même momentanément dans sa santé à cause du vaccin. Maintenant déjà l'indifférence professionnelle règne au sujet des suites; les responsables sanitaires invoqueraient alors probablement des motifs «humanitaires» pour nier tout rapport avec le vaccin.

On a fait peser sur les jeunes, au début de la pandémie, la responsabilité de «protéger les personnes à risques» — en particulier celles de plus de 65 ans! Et maintenant, on inciterait les proches à convaincre des membres de leur famille de se faire vacciner, en les payant pour cet effort...

Je caresse l'espoir que les autorités cantonales auront un sursaut d'éthique à la différence des politiciens entendus aux nouvelles ce soir, pour refuser catégoriquement cette déchéance.

Mais le seul fait que des autorités fédérales aient pu imaginer un tel moyen de contraindre à la vaccination détruit toute confiance que l'on pouvait avoir en elles. J'en ai la nausée.

✧ Originellement paru le 1.10.2021 sur [le blog de Suzette Sandoz](#).

VAX · Des Pfizer boys se mettent à table

La redoutable équipe de *Project Veritas* a réussi encore un coup fumant en piégeant trois chercheurs de chez Pfizer autour d'un cocktail. A entendre leurs confessions, les bras vous en tombent: ils admettent travailler pour une «société maléfique» qui «essaie de tracer tous ceux qui ont été vaccinés» et se préoccupe davantage de gagner de l'argent en faisant la promotion du vaccin que du bien-être réel du public.

Les chercheurs confirment que beaucoup de gens feraient mieux d'attraper le Covid plutôt que de se faire vacciner, les anticorps naturels développés pendant la maladie pouvant en effet être supérieurs aux anticorps fabriqués par le vaccin.

«Lorsque quelqu'un est naturellement immunisé — comme quand il a attrapé le Covid — il a probablement plus d'anticorps contre le virus... Lorsque vous attrapez réellement le virus, vous allez commencer à produire des anticorps contre plusieurs parties du virus... Donc, vos anticorps sont probablement meilleurs à ce moment-là que la vaccination [Covid]», dit entre autres Nick Karl, l'un des trois scientifiques.

«La ville [de New York] exige des cartes de vaccination et tout. On veut juste rendre les choses si malcommodes pour les personnes non vaccinées qu'elles en viennent à se dire: "Et merde, je vais me faire vacciner..." Vous voyez ?» a-t-il ajouté.

Un deuxième membre du personnel de Pfizer, Chris Croce, cadre scientifique, enchérit sur Karl et affirme que les personnes qui ont acquis une immunité naturelle sont «probablement mieux» protégées contre les maladies que les personnes vaccinées.

Croce conseille à la journaliste infil- trée de Veritas d'«attendre» avant de se faire vacciner jusqu'à ce que son immu- nité naturelle s'affaiblisse, car elle a déjà eu Covid-19. Il estime par ailleurs que sa boîte «tourne actuellement de fait sur l'argent du Covid».

Un troisième scientifique de Pfizer, Rahul Khandke, déclare que Pfizer fait pression sur ses employés afin qu'ils soustraient au public les informations négatives.

«Nous sommes briefés, on nous apprend à dire que le vaccin est plus sûr que le Covid. Honnêtement, nous avons dû faire tellement de séminaires sur ce sujet, vous n'avez pas idée. Nous avons dû rester assis pendant des heures et des heures à écouter des gens qui nous disaient: "Vous ne pouvez pas parler de ça en public"», a déclaré Khandke, qui est également d'accord sur les anticorps.

Croce reconnaît que Pfizer mène des tests pour déterminer si son vaccin provoque une myocardite chez des indi- vidus plus jeunes.

«Donc, oui, nous le faisons, nous venons d'envoyer quelque chose comme 3000 échantillons de patients pour les faire tester sur les niveaux élevés de troponine (permettant de détecter les crises cardiaques) pour voir si c'est basé sur le vaccin - ou bien...»

Croce travaille chez Pfizer dans la recherche et développement de vaccins, selon une version archivée de son compte Twitter, qui a été supprimé après la publi- cation des vidéos de Project Veritas. Karl est un biochimiste basé à New York chez Pfizer selon son profil LinkedIn, qui a été mis hors ligne après que les vidéos ont été rendues publiques. On n'a en revanche pas pu vérifier le statut de Khandke chez Pfizer.

Il sera intéressant de voir comment leur accès de franchise face à la reporter de

Project Veritas va influencer sur la carrière de ces trois chercheurs...

- * **N.B.** Anticipant une censure probable de YouTube, avons repu- blié la vidéo sur la page VK d'An- tipresse.

MARQUE-PAGES · La semaine du 3 au 9 octobre 2021

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Arroseur arrosé. On croit rêver: le chef d'un Etat européen a osé publique- ment traiter le premier ministre d'un pays avec qui il n'est pas (officiellement) en guerre d'«enfant de deux coups d'Etat». Le premier ministre en question est celui du Mali, et le chef d'Etat... M. Macron®, celui-là même qui avouait être «arrivé par effraction à l'Elysée». Cette muflerie a inspiré une lettre ouverte assez roborative à Zinabe Rasmane. La manière dont ce proche d'Attac renvoie la tête à claque aux costumes serrés dans ses cordes n'est pas seulement jouissive, elle est aussi instructive.

Merkel forever! L'Allemagne a donc rebrassé son échiquier politique... afin que rien ne change, selon Srdja Trifković. Dans un éditorial féroce, l'analyste géopolitique de *Chronicles* décrit le suicide délibéré de la nation allemande. > Les élections fédérales ont rebrassé le Bundestag, ce qui a été annoncée par la presse grand public comme la fin d'une époque. En réalité, la nouvelle coalition gouvernementale dirigée par les partis social-démocrate et vert ne changera pas grand-chose à la politique étrangère et de sécurité du pays. > Le nouveau gouver- nement restera farouchement opposé à toute forme de prise de décision souve- raine - probablement encore plus que son désastreux prédécesseur, dirigé par Angela Merkel - et l'assaut migratoire en provenance du tiers-monde se poursuivra

certainement sans relâche. > Ainsi, nous voyons dans les élections allemandes une continuation de ce qui est susceptible de devenir la norme parmi les autres démocraties occidentales, y compris les États-Unis: une série implacable de concessions à la gauche progressiste «woke». > (...) > [Le nouveau gouvernement] chante à l'unisson sur la migration, les restrictions Covid, le changement climatique et la répression du débat. L'héritage de Merkel tient dans la détermination sans précédent et la cohérence désastreuse dans ces domaines et certains autres. (...) Merkel n'a fait que perpétuer le Zeitgeist à la mode de l'Europe de la fin du XXe siècle, le désir de mort collectif d'une civilisation épuisée. Elle a incarné la majorité de l'électorat allemand: couché, physiquement à l'aise, intellectuellement paresseux et moralement failli.

C'est une tragédie aux proportions historiques.

Justin babille. L'inénarrable dictateurette Justin Trudeau innove: ne dites plus LGBTQ, bande de réacs! La seule appellation vraiment inclusive est désormais: 2SLGBTQIA+. De trois choses l'une: soit c'est une blague (mais connaît-il ce mot?); soit le Premier ministre canadien est cliniquement dingue, soit il a laissé son chat trotter sur le clavier...

Une médecine sans médecins? Peut-on démédicaliser la médecine? La question semble ahurissante au premier abord, elle est pourtant logique au vu du déroulement covidien: patients qu'on empêche de voir les médecins, médecins refusant de voir les patients, thérapies interdites par le pouvoir politique, études menées par des chercheurs totalement ignorants de la pratique thérapeutique. Dans cet entretien essentiel de 25 minutes avec André Bercoff, le Dr Raoult passe en revue les

croyances aberrantes et les hallucinations de l'«hyperréalité» dans laquelle nous vivons depuis bientôt deux ans.

Violation de domicile. Les choses se précisent chez nos frères canadiens. Désormais, dans l'Etat du Saskatchewan, un ministre peut «autoriser l'entrée dans tout bâtiment ou sur tout terrain, sans mandat, par toute personne dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan d'urgence». Comme de bien entendu, il peut aussi «procéder à l'évacuation de personnes ou de bétail» et «prendre des dispositions pour les soins et la protection adéquats de ces personnes ou bétail et des biens personnels» dans le cadre de l'épouvantable épidémie qui culmine à 0,3% de létalité. On se demande si c'est la peste noire ou la peste brune...

Cloués au sol. Oh, et pour compléter le tableau: dès le 30 novembre, les Canadiens non vaccinés n'auront plus le droit de quitter le pays! Le rideau de fer, me dira-t-on, ne concerne que le transport aérien. Ils pourront toujours partir en chaloupe...

Le parfait résumé. «Et votre gilet de sauvetage?» demande le gardien au nageur qui se présente au bord d'une piscine à peine plus grande qu'une pataugoïre. «Pourquoi, je sais nager? — Pensez aux autres, alors!» En moins de 6 minutes, et même si vous ne comprenez pas l'anglais, cette vidéo satirique vous explique toute l'aberration — non, la démente — des «mesures» anticovidienues. Où le vendeur de gilets finit plusieurs fois milliardaire... (Version française abrégée ici.)

RAPPEL: rejoignez le canal Telegram des abonnés pour rester toujours en contact avec l'Antipresse.

Pain de méninges

JAMAIS SEULS, PAS MÊME DANS LA MORT

Je n'ai pas eu conscience du moment où j'ai franchi le seuil de cette vie. Telle une fleur s'ouvre à minuit dans la forêt, quel pouvoir m'a fait éclore à ce vaste mystère? Mais lorsqu'au matin mes yeux se sont ouverts à la lumière j'ai senti que je n'étais pas un étranger en ce monde et que l'Être éternel sans nom et sans forme m'embrassait sous la forme de ma mère. Ainsi au moment du départ le même inconnu m'apparaîtra comme un ami de toujours, et parce que j'aime cette vie je sais que j'aimerai la mort. L'enfant gémit lorsque la mère le retire de son sein droit, pour l'instant suivant trouver consolation dans le sein gauche.

— Rabindranath Tagore, *L'offrande lyrique (Gitanjali)*, traduction d'André Gide, 1912.



L'ANTIPRESSE EST UNE CHRONIQUE
DE LA VIE HUMAINE AU TEMPS DES ROBOTS,
100 % ANIMÉE PAR L'INTELLIGENCE NATURELLE.
DÉJÀ 306 SEMAINES. PLUTÔT RASSURANT, NON?